

Scandaleuse tenue d'une conférence de la Ligue islamique mondiale à Paris



Nombreux sont les Français qui ne cessent d'alerter sur la menace que représente ce processus monstrueux et machiavélique engagé depuis plus de quarante ans avec une immigration de masse et de peuplement, aggravé par l'invasion migratoire déclenchée par l'État islamique en 2015 qui se poursuit aujourd'hui avec la complicité des ONG en Méditerranée et qui constitue une attaque sans précédent des peuples européens.

Jamais corrigé par des dirigeants politiques successifs qui ont été tour à tour laxistes, aveugles, pusillanimes, déniaient la réalité et aujourd'hui accompagnant ce processus criminel, il faut bien admettre que la situation du pays ne cesse de s'aggraver et conduira inévitablement à un face-à-face, prédit récemment par un ministre de l'Intérieur démissionnaire. Cette perspective ne semble nullement sauter aux yeux de nos dirigeants qui refusent de se rendre à l'évidence : le caractère culturel commun à cette immigration, à savoir la culture islamique, incompatible avec la démocratie

et avec nos valeurs, de surcroît violente et totalitaire. L'expérience douloureuse subie par la France depuis ces dernières années aurait pourtant dû déboucher sur un principe de précaution.

C'est dans ce contexte qu'un message on ne peut plus clair a été adressé aux Français il y a à peine quelques semaines, avec cette condamnation hallucinante de sévérité à de la prison ferme de jeunes gens ayant choisi de démontrer symboliquement et pacifiquement qu'il est possible d'empêcher l'entrée de clandestins sur notre sol à condition de le vouloir : il s'agit de faire taire les patriotes qui veulent défendre leur civilisation. Il est donc interdit de s'opposer à l'invasion migratoire et à cette migration de remplacement prônée par les « experts » de l'Onu.

On se souviendra également de l'arrestation d'un général à Calais, en février 2016, et de la sanction infligée pour avoir participé à une manifestation contre l'entrée illégale de clandestins sur notre sol.

On n'oubliera pas les menaces de sanctions adressées à une douzaine de généraux en début d'année 2019 pour avoir, dans une lettre ouverte, demandé au président de la République de renoncer à la signature du pacte sur les migrations mondiales de l'Onu (pacte de Marrakech) sans consultation du peuple. On le constate, les valeurs sont aujourd'hui inversées : l'ennemi n'est plus l'envahisseur mais celui qui s'y oppose.

Et c'est dans ce contexte qu'une conférence est organisée dans la capitale française par la Ligue islamique mondiale le 17 septembre. Or, cette ligue qui constitue le bras armé du wahhabisme a pour objectif affiché la propagation de l'islam, de la charia et la diffusion de l'enseignement islamique à travers la construction d'écoles et d'instituts musulmans.

Par ailleurs, cette conférence doit être également l'occasion de présenter la Charte de La Mecque signée en mai dernier.

Cette dernière définit les droits et les devoirs des musulmans et appuie ses principes sur des commandements issus du Coran ou de la Sunna ! C'est surtout un nouvel outil de propagande, édulcoré, conçu pour occulter la radicalité intrinsèque de cette idéologie mortifère, bénéficiant d'un habillage politiquement correct version islamiste pour permettre une poursuite plus efficace de son entrisme dans les démocraties occidentales !

Il est heureux que le président de la République et le Premier ministre aient démenti, bien que tardivement et seulement après l'action menée par les lanceurs d'alerte, leur présence annoncée dans le programme de cette conférence. Qui pourrait, en effet, accepter que l'État (ou un de ses représentants) cautionne par sa présence une institution qui promeut une idéologie qui nourrit des massacres et qui alimente la sécession dans nos territoires perdus de la République ? Comment nos autorités politiques peuvent-elles accepter une telle provocation ? Comment peuvent-elles accepter le déroulement d'une telle conférence sur notre sol ? Quel aveuglement ou complaisance de la part de nos dirigeants !

Face à ce déni de la réalité de la menace, les Volontaires Pour la France dénoncent avec force la tenue de cette conférence par cette organisation islamique, vecteur de l'installation du califat mondial et du suprémacisme islamique et appellent les Français à prendre enfin conscience du danger mortel qui pèse sur la nation et à manifester leur opposition. Nous devons défendre avec détermination notre héritage spirituel et culturel – c'est notre droit le plus légitime – et refuser cette soumission. Résister à cette idéologie mortifère devient un acte patriotique.

Général Martinez

Les Volontaires Pour la France